

Article 29 du Règlement

Une voix: Nous voulons l'entendre. Allez-y! Nous vous écoutons.

M. Mazankowski: ... un gouvernement n'a autant aidé nos agriculteurs. Jamais au cours de toute l'histoire de notre pays un gouvernement n'a autant appuyé les agriculteurs, que ce soit directement ou indirectement.

M. Axworthy: Nous voulons l'entendre.

M. Mazankowski: Mon honorable collègue répète: «Nous voulons l'entendre». En octobre dernier, les députés d'en face débateraient contre le paiement d'appoint. Ils disaient qu'il n'y en aurait pas, que ce serait un prêt. Ensuite que ça allait porter des intérêts; et puis que ça allait être un prêt sans intérêt; et puis que ça allait être un programme partagé avec les provinces; et puis que ça allait être ceci, et puis cela.

Ils ont été les gens les plus déçus au Canada quand nous avons annoncé que nous allions distribuer un milliard de dollars à nos agriculteurs, et ils le sont toujours. Voilà ce qui ennuie mes honorables collègues d'en face, monsieur le Président. Voilà exactement ce qui les ennuie.

M. Foster: Alors dites-nous ce qu'il en sera pour la présente campagne agricole.

M. Mazankowski: J'ignore ce que mes honorables collègues d'en face connaissent de l'agriculture. Je sais que le ministre responsable de la Commission canadienne du blé leur a donné une leçon aujourd'hui. Nos agriculteurs touchent présentement leur argent, au moment où ils en ont besoin pour faire les semailles de l'année 1987. C'est ce qui se passe présentement.

M. Axworthy: Il devra retourner à l'agriculture très bientôt.

M. Mazankowski: Au moins peut-il retourner à quelque chose. On ne peut pas en dire autant pour vous.

M. Riis: Pas pour longtemps. Encore un an et les exploitations agricoles auront disparu.

Une voix: Allez-vous retourner vendre des automobiles?

M. Mazankowski: Certainement—et j'en suis fier. C'est un gagne-pain honnête.

M. Foster: Sauf que plus personne n'a les moyens d'acheter une automobile.

● (2240)

M. Mazankowski: Et bien, monsieur le Président, le NPD...

M. Axworthy: La moutarde vous monte au nez, Don?

M. Mazankowski: Non, pas du tout. J'ai tout mon temps, monsieur le Président. J'espère que vous mettrez fin à ces interruptions.

M. Prud'homme: Nous vous donnerons notre assentiment si vous le voulez.

M. Thacker: Ils ne pouvaient pas prononcer de discours lorsqu'ils étaient debout mais maintenant qu'ils sont assis, on ne peut plus les faire taire.

M. Mazankowski: Il est très évident que la motion du NPD visait à épater la galerie et est vide de substance; deux ou trois députés de ce parti sont restés pour le débat. Cependant, il n'y a que peu de...

M. Riis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. On a fait allusion aux députés qui étaient présents et à ceux qui étaient absents à la Chambre.

Je veux tout simplement préciser qu'il y a moins de 10 p. 100 de la majorité conservatrice à la Chambre ce soir.

M. le vice-président: Je ne crois pas que le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a fait allusion de manière précise à l'absence ou à la présence d'un député. Le vice-premier ministre pour la reprise du débat.

M. Mazankowski: Je pense que le député de Qu'Appelle—Moose Mountain (M. Hamilton) a replacé la question dans son contexte lorsqu'il a souligné que le NPD voulait maintenir les prix artificiellement gonflés fixés par la Commission canadienne du blé. Évidemment, les agriculteurs n'appuient pas vraiment une telle mesure. La plupart des propositions mises de l'avant par le NPD n'ont pas de l'appui des agriculteurs.

M. Riis: Vous et vos collègues avez promis des agro-obligations.

M. Mazankowski: Par exemple, pour citer M. Wayne Easter...

M. Riis: Et l'article 31? Je me souviens que votre parti en a fait un cheval de bataille pendant trois ans avant les élections.

M. le vice-président: Pourrions-nous écouter le discours du vice-premier ministre, s'il vous plaît?

M. Mazankowski: Comme l'a fait remarquer le député de Qu'Appelle—Moose Mountain, les néo-démocrates ont vraiment attaqué délibérément ou non la Commission du blé. C'est elle qui recommande l'établissement des prix. Si l'on procédait autrement, on violerait certainement l'esprit, sinon l'intention, de la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Ils demandent un paiement additionnel d'un milliard de dollars. Cependant, je voudrais me reporter au *Citizen* d'Ottawa du 8 janvier 1987 où on pouvait lire la citation suivante du président du syndicat national des cultivateurs:

Je sais que le gouvernement croit se diriger dans la bonne voie avec son programme sur les céréales d'un milliard de dollars, mais ce qu'il nous faut c'est un programme qui résolve effectivement les vrais problèmes que nous avons, et non qui nous balance une certaine quantité de dollars.

Les gens d'en face demandent davantage d'argent sans examiner vraiment les causes premières. Je vais en venir très rapidement aux causes premières.

Je voudrais faire une autre remarque en me reportant au *Citizen* d'Ottawa du 30 octobre 1986 où l'on peut lire:

Un ancien président de la Commission canadienne des grains... a déclaré aux délégués que le programme fédéral de réorientation des agriculteurs au montant de 46,6 millions de dollars, conçu pour venir en aide aux agriculteurs qui étaient obligés de quitter la terre, constitue un exemple de programme gouvernemental qui prend honnêtement en considération le problème des agriculteurs endettés.